

Le jeu du règlement des constructions.  
Das Spiel der Bauvorschriften.

«Plus de problèmes avec tous ces architectes, désormais, ils doivent suivre le règlement point par point...»

«Keine Probleme mehr mit all diesen Architekten. In Zukunft werden sie den Vorschriften Punkt für Punkt folgen müssen.»

## Règlements et image architecturale

Thierry Baechtold, Juan Menendez, Franco Teodori

### Avant-propos

En Europe, l'espace créatif des architectes diminue de plus en plus. Règlements de police des constructions et normes de construction «quadrillent» l'imagination pour réduire ses effets à quelques soubresauts. Ce phénomène est dangereux: ainsi décomposé en articles de lois ou de prescriptions professionnelles comme une tentative de mécanisation de la pensée, le métier d'architecte est de plus perçu de l'extérieur comme une routine. L'architecture ainsi présentée serait donc un appareil inutile, voire coûteux. La leçon des Maîtres de notre époque diffère pourtant: leur voie a montré combien leur message s'inscrivait comme une critique sévère de toute absence de pensée, de toute répétition conventionnelle, de tout manque de démarche originale à propos du bâtiment. De plus en plus le règlement détaillé, limitatif dans les formes et les matériaux, définit surtout ce qu'il ne faut pas faire. Car s'il dictait ce qu'il fallait faire n'apparaît-il pas trop brutallement pour ce qu'il est vraiment: une atteinte incontournable à la liberté d'expression artistique.

Thierry Baechtold, Juan Menendez et Franco Teodori, étudiants en architecture, avec beaucoup de courage et de lucidité, ont osé poser le problème du décalage entre le haut niveau créatif exigé par leurs enseignants et la misère conceptuelle obligatoire de plus en plus répandue qui les attend dans la pratique professionnelle. Souhaitons que leur cri d'alarme – avec d'autres – soit entendu, afin qu'un peu de discernement intervienne à ce sujet dans le droit et que la liberté de profit ne soit plus confondue avec la liberté d'expression. Si la première doit être codifiée car elle est objective, que l'on laisse à l'autre son rôle prospectif de ferment du progrès et que l'on s'attache plutôt à former des individus aptes à s'en servir au lieu de réduire la qualité de conception sous le prétexte de la mettre à la portée de n'importe qui.

Dans ce phénomène, le premier lésé est l'utilisateur: à peine veut-il réaliser une construction issue d'une meilleure réflexion architecturale, qu'il devient la victime de la censure de ses propres lois.

La rédaction de AS

### Avertissement

Par courtoisie vis-à-vis des gens qui, lors des entretiens, nous ont répondu en toute sincérité, nous nous abstiendrons, en général, de mentionner les auteurs des citations retenues et les dates trop précises. Les noms de lieux ont été remplacés par des appellations différentes.

## Das Reglement und die architektonische Erscheinung

Thierry Baechtold, Juan Menendez, Franco Teodori

### Vorwort

In Europa wird der Gestaltungsspielraum des Architekten je länger, je mehr eingeschränkt. Reglemente der Baupolizei und Bauvorschriften zwängen die Phantasie in einen «Karree-Raster», so dass von ihr nur noch einige rudimentäre Regelungen übrigbleiben. Dieses Phänomen ist gefährlich: Da der Architektenberuf in Gesetzesartikel oder Berufsvorschriften – als Versuch zu einer mechanischen Denkweise – zerlegt ist, wird er von aussen auch als eine Routinearbeit wahrgenommen. Eine solche Architektur wäre indessen unnütz, ja sogar teuer. Die grossen Meister unserer Zeit haben uns dagegen etwas anderes gezeigt: Der Weg, den sie beschritten, hat deutlich gemacht, in welchem Masse ihre Botschaft zu einer harten Kritik an fehlender Geistesarbeit, herkömmlicher Wiederholung und fehlender Originalität beim Bauen wurde. Je länger, je mehr definiert das detaillierte, Formen und Materialien beschränkende Reglement vor allem das, was nicht erlaubt ist. Denn, schriebe es vor, was zu tun sei, zeigte es sich dann nicht auf zu brutaler Weise als das, was es wirklich ist, nämlich eine offensichtliche Attacke gegen die Freiheit im künstlerischen Ausdruck?

Thierry Baechtold, Juan Menendez und Franco Teodori sind Studenten der Architektur. Sie haben viel Mut und Scharfsicht bewiesen, indem sie es wagten, ein wichtiges Problem aufzuwerfen. Dieses besteht darin, dass das vom Lehrkörper verlangte hohe Niveau beim Entwerfen und die immer weiter verbreitete obligate konzeptuelle Misere in der Berufspraxis auseinanderklaffen. Möge die Warnung, die von ihnen und anderen ausgeht, gehört werden, damit man im Recht diesbezüglich ein wenig zur Einsicht kommt und die Freiheit des Profits nicht mit der Gestaltungsfreiheit verwechselt wird. Wenn erstere schon deshalb geregelt werden muss, weil sie objektiv ist, sollte man erkennen, dass die Gestaltungsfreiheit den Keim zum Fortschritt enthält, und sich darum bemühen, Fachleute auszubilden, die damit umgehen können, anstatt die Qualität des Konzepts zugunsten irgend jemandes zu vermindern.

Bei diesem Phänomen ist der Nutzer der erste Geschädigte: Kaum dass er ein Gebäude erstellen lassen möchte, das das Ergebnis einer anspruchsvollen architektonischen Konzeption ist, wird er das Opfer seiner eigenen Gesetze.

Die Redaktion von AS

### Hinweis

Aus Rücksicht denjenigen gegenüber, die uns in aller Offenheit Auskunft gegeben haben, unterlassen wir es grundsätzlich, bei Zitaten die Autoren oder andere Einzelheiten zu nennen. Die Ortsnamen wurden durch andere Bezeichnungen ersetzt.



## Introduction

### De l'école d'architecture au stage pratique dans le terroir

Bercés, pendant trois ans de théories combinant cohérence, adaptation au site, langage, avec Le Corbusier, Frank Lloyd Wright ou autre Alvar Aalto, le choc du stage est rude.

Pour la première fois, l'étudiant-stagiaire se trouve face à sa feuille blanche, avec, pour conseiller, le règlement de police des constructions. Les doutes s'installent.

Le passage de l'école à la réalité a été le moteur de ce travail.

Le but cherché ici n'est pas une critique manichéenne des règlements, mais surtout l'expression de ces doutes et de notre désarroi.

Plutôt que d'analyser un mécanisme pratique ou administratif particulier, tels qu'une mise à l'enquête ou l'élaboration d'un plan de quartier, nous avons préféré tenter une analyse globale, contextuelle, pour essayer de mieux cerner une situation architecturale dans laquelle nous serons plongés dès la fin de nos études.

Cette démarche nous a obligés à entrer dans une réalité, dans une règle finalement très éloignée des exceptions qui sont présentées et disséquées à l'école.

Nous voulions aussi comprendre comment nous sommes arrivés à la situation actuelle en partant des principes sincères et louables, sinon nécessaires, de l'aménagement du territoire. Où se cache le coupable, si coupable il y a ?

Deux autres questions ont également motivé ce travail :

- Le mode culturel architectural du terroir engendre-t-il les règlements ou découle-t-il de ceux-ci ? En somme où est l'œuf, où est la poule ?
- Quelle architecture pour quelle époque ?

Avant tout, notre étude porte principalement sur les règlements touchant à l'esthétique, l'harmonie, l'intégration. Elle est donc, en cela, partielle.

Nous traitons le sujet, non de manière chronologique ou historique, mais par visions ponctuelles (époques des règlements) pour comprendre et aboutir à la situation actuelle.

Tous les avis et jugements qui sont portés plus loin, ne reflètent que l'opinion de leurs auteurs, quoique appuyés parfois par certains responsables administratifs. Nous admettons, comme principe, la subjectivité de notre travail face à la soi-disant objectivité de certains règlements.

Nous ferons une différence, d'une part entre l'objectivité plus ou moins explicable, historiquement, de certains articles, découlant de la nécessité d'organiser le territoire national, du mouvement hygiéniste et de salubrité publique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des mesures de sécurité et, d'autre part, entre la subjectivité explicite d'autres articles se référant, eux, à des données telles que l'esthétique ou le concept d'harmonisation à l'environnement construit.

Cependant, il est évident que la limite reste difficile à cerner et pourrait être discutée. L'exemple de l'ordre contigu (ou non), peut l'illustrer.

- Pour des raisons objectives, issues en partie de l'hygiénisme (droit de jour, droit de vue, aération) et de la sécurité contre l'incendie, l'ordre non contigu est souhaitable.
- Cependant, historiquement, le hameau, et plus tard le village, sont nés de la juxtaposition de manière souvent contiguë de divers bâtiments qui finissent par former un ensemble avec ses rues et ses places.

Aujourd'hui, le non contigu crée des problèmes spatiaux et de compréhension des espaces, inévitablement. D'autre part, la technologie actuelle apporte une réponse efficace aux problèmes de l'hygiène et du feu.

C'est pour ces deux raisons, en particulier, que nous nous permettrons, par la suite, d'exposer nos doutes concernant cette non-contiguité, malgré l'objectivité que nous reconnaissions, au premier abord, à ce type d'article.

Parler de cette technologie actuelle nous pousse à poser une autre question fondamentale :

- L'adéquation technique-époque est-elle souhaitable ? Et si oui, est-elle réalisée ?

## Une méthode

Le discours s'établit autour des règlements eux-mêmes et non autour des communes.

Le choix a été déterminé pour trois d'entre elles (Le Puits, Etraz et Glarier) par nos stages respectifs, pendant lesquels nous avons été en contact pour des projets, et pour la quatrième, Les Sablons, sur le conseil d'un spécialiste en aménagement du territoire.

Elles offrent, d'autre part, au moins deux avantages : elles se situent toutes dans un certain terroir et, surtout, elles englobent un

## Einführung

### Von der Architekturschule zum Praktikum in der Umgebung

Nachdem man drei Jahre lang mit Theorien eingetragen worden ist, bei denen Kohärenz, Eingehen auf die Situation und Architekturnsprache mit Le Corbusier, Frank Lloyd Wright, Alvar Aalto oder anderen kombiniert wurden, ist das Praktikum ein grosser Schock.

Zum ersten Mal sitzt der Praktikant vor einem leeren Blatt, mit dem Reglement der Baupolizei als Ratgeber. Zweifel kommen auf.

Der Übergang von der Schule in die Realität hat uns zu dieser Arbeit motiviert. Das Ziel ist hier nicht eine manichäisch strenge Kritik an den Reglementen, sondern vor allem der Ausdruck unserer Zweifel, unserer Beunruhigung.

Anstatt einen bestimmten praktischen oder administrativen Vorgang wie die Untersuchung oder Ausarbeitung eines Quartierplans zu analysieren, haben wir es vorgezogen, eine umfassende Analyse zu versuchen, um die Situation in der Architektur, die uns am Ende des Studiums erwartet, besser erfassen zu können.

Dieses Vorgehen hat uns gezwungen, uns in eine Realität zu begeben, die letzten Endes sehr weit von den Ausnahmen entfernt ist, wie sie uns an der Schule dargelegt und auseinandergenommen worden waren.

Wir wollten auch verstehen, wie es denn zur gegenwärtigen Situation gekommen ist, indem wir vor den ehrenwerten, wenn nicht notwendigen Prinzipien der Raumplanung ausgingen. Wo versteckt sich der Schuldige, wenn es überhaupt einen Schuldigen gibt ?

Zwei weitere Fragen haben uns ebenfalls zu dieser Arbeit motiviert :

- Wie steht es mit den architektonisch-kulturellen Verhältnissen in der Umgebung, erzeugen sie Vorschriften, oder leiten sie sich von ihnen ab ? Kurz gesagt, wo ist das Ei, wo ist das Huhn ?
- Welche Architektur in welcher Epoche ?

Unsere Studie befasst sich vor allem mit den Reglementen, die die Ästhetik, die Harmonie und die Integration berühren. Sie ist in dieser Beziehung also nicht vollständig.

Wir behandeln das Thema nicht nach einer chronologischen oder historischen Ordnung, sondern greifen punktuell einzelnes heraus (Zeitabschnitte der Reglemente), um zu verstehen und auf die heutige Situation zu sprechen zu kommen.

Alle weitergehenden Ansichten und Urteile geben nur die Meinung der Autoren wieder, obwohl sie manchmal von gewissen Leuten aus der Verwaltung geteilt werden. Wir sind uns der Subjektivität in unserer Arbeit gegenüber der sogenannten Objektivität gewisser Reglemente durchaus bewusst.

Wir unterscheiden einerseits zwischen der historisch mehr oder weniger erklärbaren Objektivität gewisser Artikel, die sich aus der Notwendigkeit der Raumplanung, der Bewegung für öffentliche Gesundheit und Hygiene Ende des 19. Jahrhunderts sowie Sicherheitsmaßnahmen ableiten, und andererseits der offensichtlichen Subjektivität anderer Artikel, die sich auf die Ästhetik oder das Harmonieren mit der baulichen Umgebung beziehen.

Es ist jedoch offenbar schwierig, hier die Grenze festzustellen, und man könnte darüber diskutieren. Das Beispiel mit der geschlossenen (oder offenen) Bauweise veranschaulicht das.

- Aus objektiven Gründen wie etwa wegen der Hygiene (Recht auf Licht, Sicht und Luft) oder wegen des Brandschutzes ist die offene Bauweise wünschenswert.
- Jedoch historisch gesehen ist der Weiler, und später das Dorf, dadurch entstanden, dass man mehrere Gebäude oft direkt aneinanderfügte und sich so ein Ganzes mit Strassen und Plätzen bildete.

Heute führt die offene Bauweise unweigerlich zu Problemen bezüglich des Außenraums. Andererseits können mit der heutigen Technologie die Anforderungen an die Hygiene und den Brandschutz auf wirksame Weise erfüllt werden.

Besonders aus diesen beiden Gründen erlauben wir uns im folgenden, unsere Zweifel an der offenen Bauweise anzumelden, obwohl wir oberflächlich gesehen solchen Artikeln eine gewisse Objektivität zuerkennen.

Wenn wir von der heutigen Technologie sprechen, drängt sich für uns eine andere fundamentale Frage auf :

- Ist die Entsprechung Technik – Epoche wünschenswert ? Und, wenn ja, ist sie vollzogen ?

## Eine Methode

Es geht dabei um die Reglemente selbst und nicht um die Gemeinden.

Die Wahl fiel aufgrund unserer Praktika auf drei Gemeinden (Le Puits, Etraz und Glarier), mit denen wir durch die Projekte Kontakt

panorama représentatif de celui-ci, autant au niveau géographique que socio-économique, orographique ou urbanistique.

#### Communes choisies

ÉTRAZ: banlieue d'une agglomération de quelque 40 000 habitants, touchant aux vignobles, territoire très allongé le long d'une vallée, deux règlements (1970, 1985).

LES SABLONS: lieu de résidence de nombreux habitants aisés d'une très grande ville toute proche, terrain plat, zone villa importante et absence de toute zone industrielle, deux règlements (1960, 1975).

LE PUITS: commune limitrophe d'Etraz mais plus résidentielle, zone villa importante, terrain escarpé et étendu, quatre règlements (1960, 1970, 1975, 1980).

GLARIER: ville moyenne au bord d'un lac, centre historique vieux et bien conservé, très représentative de la région, cinq règlements (1910, 1935, 1960, 1970, future version).

Cette diversité permet de mettre en valeur les différentes attitudes qui ont pu transparaître dans les règlements touchant à l'intégration à l'environnement construit et non construit.

#### Trois approches

Ces quatre communes sont soumises à trois approches différentes:

- Une analyse des textes des règlements actuels et précédents, fournis par les conseils municipaux des quatre communes.
- Un travail «in situ» avec des entrevues de municipaux ou responsables, des questions au hasard de nos visites des territoires communaux. Pour cette partie, d'autres communes du terroir ont également fait l'objet d'une visite de notre part.
- Des entrevues avec des personnes extérieures concernées de près ou de loin par le sujet, comme des architectes, des responsables de l'aménagement du terroir ou une historienne.

Certes, chaque partie de ce travail aurait pu servir de prétexte à un mémoire en soi, mais nous avons préféré une approche plus générale et globale du sujet, essentiellement dans le but d'acquérir une première vision «panoramique».

#### Analyse des règlements

##### Des règlements objectifs

Une analyse textuelle des règlements, quand on parle de l'image, est finalement assez ardue. Il est évident que tout article de règlement a une influence sur le territoire et, partant de là, sur la perception que l'homme en a.

Cependant, comme énoncé dans les remarques liminaires, nous avons tenté une division de ces articles selon leur objectivité ou leur subjectivité apparente à nos yeux, ce qui nous amène à former trois groupes génériques:

1. Les articles que nous considérons, et dans la formulation, et dans l'application, comme étant objectifs.

Commune Etraz, règlement actuel:

*Art. (...) La zone agricole est réservée aux activités en relations avec la culture du sol et l'élevage.*

2. Les articles que nous considérons subjectifs dans leur formulation mais cependant objectifs dans leur application. Ce qui signifie qu'une fois l'article admis, il n'y a plus d'autre réflexion pour l'appliquer.

Commune Etraz, règlement actuel:

*Art. (...) La pente des toits doit être comprise entre 30% et 100%. Dans la zone du village, elle est de 60% ou plus.*

*En dehors des zones industrielles et artisanales, seules les toitures à deux ou à plusieurs pans ne sont pas proscrites.*

*Pour les toits à deux pans, la surface du plus petit ne sera pas inférieure à la moitié de l'autre.*

3. Enfin, les articles que nous considérons comme étant purement subjectifs, tant dans leur formulation que dans l'application.

Commune d'Etraz, règlement actuel:

*Art. (...) Par leur forme, leur volume, l'architecture de leurs façades (rythme, forme des baies et couleurs), leur toit, les bâtiments s'intègrent obligatoirement à l'ensemble de façon à former un tout homogène.*

Cette division n'est évidemment pas absolue, certains articles comme l'art. (...) du règlement actuel de la commune d'Etraz entrent à la fois dans deux domaines de définition; subjectif-objectif et subjectif-subjectif, ceci dépend des divers alinéas.

*Art. (...) Les toits seront recouverts soit de tuiles en terre cuite, en fibrociment, ou en béton, couleur tuile naturelle. Dans la zone village, les tuiles plates de l'endroit sont obligatoires. Un matériau ou une couleur qui nuirait à l'aspect des lieux pourrait être refusé par le conseil municipal.*

hatten. Die vierte, Les Sablons, haben wir auf Empfehlung eines Spezialisten für Raumplanung gewählt.

Sie bieten außerdem mindestens zwei Vorteile: Sie liegen alle in einem bestimmten Gebiet und vermitteln davon vor allem ein repräsentatives Bild, sei es auf geographischer, sozio-ökonomischer, orographischer oder urbanistischer Ebene.

#### Gewählte Gemeinden

ÉTRAZ: Vorortsgemeinde in einer Agglomeration von ungefähr 40000 Einwohnern, am Rande von Weinbergen, langgestrecktes Gebiet längs eines Tals, zwei Reglemente (1970, 1985).

LES SABLONS: Bevölkerungsreiches Wohngebiet in unmittelbarer Nähe einer grossen Stadt, flaches Gelände, grosse Einfamilienhauszone, ohne jede Industriezone, zwei Reglemente (1960, 1975).

LE PUITS: Nachbargemeinde von Etraz, Wohngebiet, grosse Einfamilienhauszone, steiles und ausgedehntes Gebiet, vier Reglemente (1960, 1970, 1975, 1980).

GLARIER: mittelgroße Stadt am Ufer eines Sees, guterhaltene Altstadt, sehr charakteristisch für die Region, fünf Reglemente (1910, 1935, 1960, 1970, 1980 Fassung in Vorbereitung).

Diese Verschiedenheiten ermöglichen es, die unterschiedlichen Haltungen aufzuzeigen, die in den Reglementen zum Ausdruck kommen, wobei es um diejenigen Reglemente geht, die die Integration in die gebaute und natürliche Umgebung betreffen.

#### Drei Vorgehensweisen

Für diese vier Gemeinden wurden drei verschiedene Vorgehensweisen gewählt:

- Analyse der gegenwärtigen und früheren Reglemente, die uns von den vier Gemeinden zur Verfügung gestellt wurden.
- Die Arbeit vor Ort, zu der Gespräche mit Vertretern der Gemeinde oder spontane Fragen anlässlich von Besichtigungen der Gemeindegebiete gehörten. Diesbezüglich haben wir auch andere Gemeinde in der Region besucht.
- Gespräche mit Personen, die außerhalb der Gemeinden ebenfalls am Thema beteiligt sind, wie Architekten, Verantwortliche der Raumplanung oder eine Historikerin.

Gewiss, jeder Teil dieser Arbeit hätte Stoff für eine eigene Abhandlung geliefert; aber wir haben es vorgezogen, das Thema allgemein und umfassender zu behandeln, vor allem mit dem Ziel, eine erste, allgemeine Sicht der Dinge zu erhalten.

#### Analyse der Reglemente

##### Objektive Reglemente

Eine Textanalyse der Reglemente stellt eine ziemlich schwierige Aufgabe dar, wenn es dabei um das Erscheinungsbild geht. Es ist offensichtlich, dass jeder Artikel eines Reglements ein Gebiet und damit auch dessen Wahrnehmung durch den Menschen beeinflusst.

Wie in der Einleitung erwähnt, haben wir indessen versucht, diese Artikel nach ihrer für uns erkennbaren Objektivität bzw. Subjektivität zu gliedern. Daraus ergeben sich drei Gruppen:

1. Artikel, die wir sowohl in der Formulierung wie auch in der Anwendung als objektiv betrachten.  
Gemeinde Etraz, geltendes Reglement:  
*Art. (...) «Die Landwirtschaftszone ist Nutzungen im Zusammenhang mit Ackerbau und Viehzucht vorbehalten.»*
2. Artikel, die wir in der Formulierung für subjektiv, in der Anwendung jedoch für objektiv halten. Das heisst, dass es nach Inkrafttreten eines solchen Artikels bei der Anwendung keine andere Überlegungen mehr gibt.  
Gemeinde Etraz, geltendes Reglement:  
*Art. (...) «Die Dachneigung soll im Bereich zwischen 30% und 100% liegen. In der Dorfzone beträgt sie 60% oder mehr.*
3. Artikel, die wir in der Formulierung wie in der Anwendung für rein subjektiv halten.  
Gemeinde Etraz, geltendes Reglement:  
*Art. (...) «Die Gebäude müssen sich in Form, Volumen, Fassadengestaltung (Rhythmus, Fenster- und Türöffnungen, Farben) und Dachform in ihre bauliche Umgebung einfügen und mit ihr ein homogenes Ganzes bilden.»*

Diese Aufteilung gilt natürlich nicht absolut; bestimmte Artikel wie der Art. (...) des geltenden Reglements der Gemeinde Etraz lassen sich gleichzeitig zwei Definitionen zuordnen, das heisst den Definitionen «subjektiv/objektiv» und «subjektiv/subjektiv», das hängt von verschiedenen Abschnitten ab.

La relative véracité – ou pourquoi pas l'objectivité – de cette partition peut évidemment être remise en cause par le simple rejet de toute une partie de la population, du toit plat, comme étant objectivement laid et inopportun, alors que nous considérons qu'un toit autre qu'à deux pans courant, par exemple un toit plat-terrasse dans un village peut être possible, voire intéressant.

A ce sujet, rappelons que toutes les études faites à l'école d'architecture nous poussent dans une voie de réflexion et d'analyse et, qu'à la base, le toit plat n'est pas objectivement rejeté des travaux d'atelier.

D'ailleurs, remarquons que les toits plats sont possibles dans les règlements de Glarier en 1935, en 1960 et enfin dans le règlement actuel.

Le but de cette différenciation, ainsi qu'une étude du vocabulaire du règlement que l'on retrouvera plus loin, doivent nous permettre de cerner un peu plus notre malaise et ainsi d'orienter nos réflexions.

Les résumés qui suivent sont l'expression arithmétique de notre analyse.

## Quelques chiffres

### Commune des Sablons

Notre étude a porté sur deux règlements. Nous avons eu un entretien avec un conseiller municipal.

#### – Règlement de 1960

3 zones, quelque 35 articles, 7 articles nous intéressent plus particulièrement: 4 sont du type subjectif-objectif. 3 articles sont du type subjectif-subjectif.

#### – Règlement de 1980 (règlement actuel)

7 zones, quelque 70 articles, 23 articles nous intéressent plus particulièrement: 14 articles sont du type subjectif-objectif. 9 articles sont du type subjectif-subjectif.

#### Evolution de ces articles entre 1960 et 1980

Le nombre total d'articles augmente de 102%, le nombre d'articles touchant à l'esthétique augmente, lui, de 228,5%. Les articles touchant à l'esthétique représentaient 19,4% du nombre total d'articles en 1960. Ils représentent en 1980 (règlement actuellement en vigueur) 31,5% du total.

### Commune d'Etraz

Notre étude a porté sur deux règlements.

Nous avons eu un entretien avec le secrétaire communal.

#### – Règlement de 1970

6 zones, environ 70 articles dont 14 nous intéressent plus particulièrement: 4 d'entre eux sont du type subjectif-objectif et les 10 autres sont du type subjectif-subjectif.

#### – Règlement de 1985 (règlement actuel)

12 zones, environ 100 articles dont 20 nous intéressent plus particulièrement: 7 sont du type subjectif-objectif et 13 sont du type subjectif-subjectif.

#### Augmentation des articles de 1968 à 1985

Le nombre total d'articles augmente de 41,4%, le nombre d'articles touchant à l'esthétique augmente, lui, de 42,8%. Les articles touchant à l'esthétique représentaient 20% du nombre total d'articles en 1968, ils représentent en 1985 (règlement actuellement en vigueur) 20,2% du total.

### Commune de Glarier

Notre étude a porté sur cinq règlements. Nous avons eu un entretien avec M. Z., conseiller municipal.

#### – Règlement de 1910

Pas de plan de zone, plus de 130 articles, 3 articles traitant de l'esthétique d'une manière très vague: ils sont du type subjectif-objectif.

#### – Règlement de 1935

5 zones, environ 75 articles. 7 articles nous intéressent plus particulièrement: l'un est du type subjectif-objectif. Les autres sont du type subjectif-subjectif.

#### – Règlement de 1960

7 zones, un peu moins de 190 articles. 15 articles nous intéressent plus particulièrement: 5 sont du type subjectif-objectif, 9 sont du type subjectif-subjectif.

#### – Règlement des années 70 (règlement actuel)

10 zones, quelque 160 articles. 22 nous intéressent plus particulièrement: 9 sont du type subjectif-objectif et 12 sont du type subjectif-subjectif.

*Art. (...) «Dies Dacheindeckung besteht entweder aus Ton-, Faserzement- oder Betonziegeln, Farbe wie Tonziegel natur. In der Dorfzone sind die ortsüblichen Flachziegel obligatorisch. Ein Material oder eine Farbe, die dem Ortsbild abträglich ist, kann vom Gemeinderat abgelehnt werden.»*

Die relative Zuverlässigkeit – oder auch Objektivität – dieser Einteilung kann ja dadurch wieder in Frage gestellt werden, dass ein Teil der Bevölkerung das Flachdach einfach deshalb ablehnt, weil dieses objektiv gesehen hässlich und unpassend sei. Im Gegensatz dazu sind wir der Ansicht, dass ein anderes als das herkömmliche Satteldach, zum Beispiel ein Terrassen-Flachdach, in einem Dorf möglich, sogar interessant sein kann.

In diesem Zusammenhang möchten wir daran erinnern, dass uns sämtliche Studien an der Architektschule dazu bewegen, der Gedanken- und analytischen Arbeit grosse Bedeutung beizumessen und dass das Flachdach in den Arbeiten nicht verpönt ist.

Übrigens möchten wir darauf hinweisen, dass das Flachdach in den Reglementen von 1935 und 1960 sowie im geltenden Reglement von Glarier möglich ist.

Diese Differenzierung sowie die nachfolgende Untersuchung des Vokabulars in den Reglementen sollten uns ermöglichen, unsere Malaise ein wenig besser wahrzunehmen und uns darüber Gedanken zu machen.

Die folgende Zusammenfassung gibt den arithmetischen Teil unserer Analyse wieder.

## Einige Zahlen

### Gemeinde Les Sablons

Gegenstand unserer Studie waren zwei Reglemente. Wir sprachen mit einem Gemeinderat.

#### – Reglement von 1960

3 Zonen, ca. 35 Artikel, davon 7 von besonderem Interesse: 4 sind subjektiv/objektiv, 3 sind subjektiv/subjektiv.

#### – Reglement von 1980 (geltendes Reglement)

7 Zonen, ca. 70 Artikel, davon 23 von besonderem Interesse: 14 sind subjektiv/objektiv, 9 sind subjektiv/subjektiv.

#### Veränderung der Artikel zwischen 1960 und 1980

Die Gesamtzahl der Artikel erhöht sich um 102%, die Zahl der Artikel betr. Ästhetik um 228,5%. Die Artikel betr. Ästhetik stellten 1960 einen Anteil von 19,4% an der Gesamtzahl der Artikel dar, 1980 (geltendes Reglement) waren es 31,5%.

### Gemeinde Etraz

Gegenstand unserer Studie waren zwei Reglemente.

Wir sprachen mit dem Gemeindeschreiber.

#### – Reglement von 1970

6 Zonen, ca. 70 Artikel, davon 14 von besonderem Interesse: 4 sind subjektiv/objektiv, 10 sind subjektiv/subjektiv.

#### – Reglement von 1985 (geltendes Reglement)

12 Zonen, ca. 100 Artikel, davon 20 von besonderem Interesse: 7 sind subjektiv/objektiv, 13 sind subjektiv/subjektiv.

#### Zunahme der Artikel von 1968 bis 1985

Die Gesamtzahl der Artikel erhöht sich um 41,4%, die Zahl der Artikel betr. Ästhetik um 42,8%. Die Artikel betr. Ästhetik stellten 1968 einen Anteil von 20% an der Gesamtzahl der Artikel dar, 1985 (geltendes Reglement) waren es 20,2%.

### Gemeinde Glarier

Gegenstand unserer Studie waren fünf Reglemente. Wir sprachen mit Hr. Z., Gemeinderat.

#### – Reglement von 1910

Kein Zonenplan, über 130 Artikel, davon 3 sehr unbestimmt abgefasste Artikel betr. Ästhetik: Sie sind subjektiv/objektiv.

#### – Reglement von 1935

5 Zonen, ca. 75 Artikel, davon 7 von besonderem Interesse: 1 ist subjektiv/objektiv, die übrigen sind subjektiv/subjektiv.

#### – Reglement von 1960

7 Zonen, annähernd 190 Artikel, davon 15 von besonderem Interesse: 5 sind subjektiv/objektiv, 9 sind subjektiv/subjektiv.

#### – Reglement der 70er (geltendes Reglement)

10 Zonen, ca. 160 Artikel, davon 22 von besonderem Interesse: 9 sind subjektiv/objektiv, 12 sind subjektiv/subjektiv.

#### Neuer Entwurf (noch nicht zur Abstimmung gebracht)

15 Zonen, annähernd 150 Artikel, davon 26 von besonderem Interesse: 6 sind subjektiv/objektiv, 12 sind subjektiv/subjektiv.

### Nouvelle mouture (pas encore votée)

15 zones, presque 150 articles: 26 articles nous intéressent plus particulièrement: 6 d'entre eux sont du type subjectif-objectif et 12 sont du type subjectif-subjectif.

### Comparaison des règlements de 1910 et de ceux des années 70

Le nombre total d'articles augmente de 19,8%; le nombre d'articles dits «esthétiques» augmente, lui, de 633%; les articles touchant à l'esthétique représentaient 2,3% du nombre total d'articles en 1909, ils représentent en 1970 (règlement actuellement en vigueur) 14,1% du total.

Etant donné l'ancienneté du premier règlement de Glarier (les villes ont, les premières, édicté des règlements), nous avons établi une autre analyse entre le règlement de 1960 et la nouvelle mouture qui devrait prochainement entrer en vigueur (après vote des citoyens). Ceci pour permettre une comparaison valable avec les autres résultats.

### Augmentation des articles de 1960 à la future version

Le nombre total d'articles diminue de 20,8%; le nombre d'articles dits «esthétiques» augmente, lui, de 73,3%; les articles touchant à l'esthétique représentaient 8,02% du nombre total d'articles en 1960, ils représenteront, dès que le règlement sera adopté, 17,58% du total.

### Commune du Puits

Notre étude a porté sur quatre règlements. Nous avons eu un entretien avec le secrétaire communal M. K.

#### - Règlement des années 60

6 zones, environ 70 articles. 14 articles nous intéressent plus particulièrement: 7 sont du type subjectif-objectif et les 7 autres sont du type subjectif-subjectif.

#### - Règlement de 1970

7 zones, environ 70 articles. 15 articles nous intéressent plus particulièrement: 8 sont du type subjectif-objectif. Les 7 autres sont du type subjectif-subjectif.

#### - Règlement de 1975

8 zones et quelque 80 articles. 15 d'entre eux nous intéressent plus particulièrement: 8 sont du type subjectif-objectif. Les 7 autres sont du type subjectif-subjectif.

#### - Règlement des années 80 (règlement actuel)

10 zones, 90 articles. 21 articles nous intéressent plus particulièrement: 11 sont du type subjectif-objectif. Les 10 autres sont du type subjectif-subjectif.

### Augmentation des articles de 1960 aux années 80

Le nombre total d'articles augmente de 34,3%; le nombre d'articles touchant à l'esthétique augmente, lui, de 50%; les articles touchant à l'esthétique représentaient 20,9% du nombre total d'articles en 1962, ils représentent, en 1983 (règlement actuellement en vigueur), 23,33% du total.

La constatation immédiate qui s'impose au vu des chiffres qui précédent est l'augmentation plus rapide des articles admis, de notre part, comme étant subjectifs, donc qui ont trait à «l'aspect», à la perception esthétique du territoire, par rapport à ceux dits objectifs.

Nous prétendons même, que l'écart réel entre ces types est plus important que celui signifié par les chiffres. En effet, si l'on se plonge à l'intérieur d'un article, on constate à quel point il se précise, et s'épaissit en nombre d'alinéas.

Prenons la commune d'Etraz.

#### Règlement de 1970

Art. (...) *Les transformations ou bâtiments nouveaux devront s'harmoniser avec les constructions existantes, notamment dans la forme, les dimensions et les teintes.*

#### Règlement de 1985 (actuellement en vigueur)

Art. (...) *Par leur forme, leur volume, l'architecture de leurs façades (rythme, forme des baies et couleurs des façades), leurs toits, les bâtiments doivent s'intégrer à l'ensemble de façon à former un tout homogène.*

Cet exemple reste cependant l'un des moins prononcés. On peut, à cet égard, citer le cas du règlement de la commune des Sablons qui est «une perle» en la matière:

#### Règlement de la commune des Sablons (1960)

Art. (...) *Dans la zone du village, le style des nouvelles constructions ou des transformations devra s'adapter, autant que possible, à celui du reste du village.*

### Vergleich zwischen den Reglementen von 1910 und denjenigen der 70er Jahre

Die Gesamtzahl der Artikel erhöht sich um 19,8%, die Zahl der Artikel betr. Ästhetik um 633%. Die Artikel betr. Ästhetik stellten 1909 einen Anteil von 2,3% an der Gesamtzahl der Artikel dar, 1970 (geltendes Reglement) waren es 14,1%.

Da das erste Reglement von Glarier schon sehr alt ist (die Städte haben als erste Reglemente herausgegeben), haben wir auch einen Vergleich zwischen dem Reglement von 1960 und dem neuen Entwurf aufgestellt, der demnächst in Kraft treten soll (nach der Abstimmung). Wir wollen damit einen aussagekräftigen Vergleich mit den anderen Resultaten ermöglichen.

### Zunahme der Artikel von 1960 bis zur bevorstehenden Neufassung

Die Gesamtzahl der Artikel verringert sich um 20,8%, die Zahl der Artikel betr. Ästhetik erhöht sich um 73,3%. Die Artikel betr. Ästhetik stellten 1960 einen Anteil von 8,02% an der Gesamtzahl der Artikel dar, nach Annahme des neuen Reglements werden es 17,58% sein.

### Gemeinde Le Puits

Gegenstand unserer Studie waren vier Reglemente. Wir sprachen mit dem Gemeindeschreiber, Hr. K.

#### - Reglement der 60er Jahre

6 Zonen, ca. 70 Artikel, davon 14 von besonderem Interesse: 7 sind subjektiv/objektiv, 7 sind subjektiv/subjektiv.

#### - Reglement von 1970

7 Zonen, ca. 70 Artikel, davon 15 von besonderem Interesse: 8 sind subjektiv/objektiv, 7 sind subjektiv/subjektiv.

#### - Reglement von 1975

8 Zonen, ca. 80 Artikel, davon 15 von besonderem Interesse: 8 sind subjektiv/objektiv, 7 sind subjektiv/subjektiv.

#### - Reglement von 1975 (geltendes Reglement)

10 Zonen, 90 Artikel, davon 21 von besonderem Interesse: 11 sind subjektiv/objektiv, 10 sind subjektiv/subjektiv.

### Zunahme der Artikel von 1960 bis in die 80er Jahre

Die Gesamtzahl der Artikel erhöht sich um 34,3%, die Zahl der Artikel betr. Ästhetik um 50%. Die Artikel betr. Ästhetik stellten 1962 einen Anteil von 20,9% an der Gesamtzahl der Artikel dar, 1983 (geltendes Reglement) waren es 23,33%.

Aufgrund obiger Zahlen lässt sich sofort feststellen, dass sich die Zahl derjenigen Artikel schneller erhöht hat, die wir als subjektiv bezeichnen haben, die sich also im Vergleich zu den sogenannten objektiven Artikeln auf das «Aussehen» und auf die ästhetische Wahrnehmung eines Gebietes beziehen.

Wir stellen sogar die Behauptung auf, dass die Diskrepanz zwischen den beiden Typen von Artikeln in Wirklichkeit viel grösser ist, als sie in den Zahlen zum Ausdruck kommt. In der Tat, wenn man sich mit einem Artikel gründlich auseinandersetzt, stellt man fest, wo er präzise ist und wo er zu mehreren Abschnitten aufgeblasen wird.

Nehmen wir die Gemeinde Etraz.

#### Reglement von 1970

Art. (...) *«Neu- und Umbauten müssen mit den bestehenden Gebäuden harmonieren, insbesondere in der Form, den Abmessungen und den Farben.»*

#### Reglement von 1985 (zur Zeit in Kraft)

Art. (...) *«Die Gebäude müssen sich in Form, Volumen, Fassadengestaltung (Rhythmus, Fenster- und Türöffnungen, Farben) und Dachform in ihre bauliche Umgebung einfügen und mit ihr ein homogenes Ganzes bilden.»*

Dieses Beispiel bleibt indessen eines von denen, die am wenigsten zitiert werden. Man kann in diesem Zusammenhang den Fall aus dem Reglement der Gemeinde Les Sablons nehmen, der eine «Perle» auf diesem Gebiet darstellt:

#### Reglement der Gemeinde Les Sablons (1960)

Art. (...) *«In der Dorfzone müssen Neu- oder Umbauten im Stil möglichst dem Rest des Dorfes angepasst werden.»*

Man hat es zustande gebracht, aus diesem einen Artikel, der 1960 der einzige in bezug auf die Ästhetik der «Dorfzone» war, im geltenden Reglement sieben neue zu machen.

Vorsichtshalber präzisiert der Gemeinderat an anderer Stelle noch: «... Neu- und Umbauten müssen mit den bestehenden Gebäuden harmonieren, insbesondere in der Form, den Abmessungen und den Farben sowie den Konstruktionsdetails.»

Cet article qui, en 1960, était le seul ayant trait à l'esthétique en «zone-village», a enfanté, dans le règlement actuel, 7 articles.

Prudent, le conseil municipal précise encore dans un autre passage:

«...les transformations et bâtiments nouveaux s'harmoniseront aux bâtiments existants, notamment dans la forme, les dimensions et les teintes, ainsi que les détails de construction.»

En fait, cette restriction du champ d'action de l'architecte, a un corollaire qui peut être encore plus important.

Il permet à tous les citoyens, non pas de réfléchir sur l'architecture, mais de «comprendre» ce qui est juste et ce qui est faux. Et partant de là, ils seront de plus en plus marqués et influencés par le modèle mimétique assimilable aux règlements.

#### Vocabulaire

Une autre approche possible a été l'étude du vocabulaire spécifique aux règlements. Le choix des termes qui constituent les tableaux et les exemples qui vont suivre peuvent, à nouveau, paraître subjectifs, mais ils représentent à nos yeux une bonne illustration de l'évolution contextuelle des règlements.

Nous pouvons ici étayer notre démarche par deux exemples. Le premier concerne les plantations d'arbres dans les zones industrielles:

Commune de Glarier, règlement de 1960

Art. (...) *Le long des routes et sur une largeur minimum d'un mètre, le conseil municipal peut demander aux propriétaires de planter des arbres, arbustes ou haies.*

Commune de Glarier, règlement de 1979 (art. ...)

Commune du Puits, règlement de 1975 (art. ...)

*Sur des terrains recevant des constructions industrielles, le conseil municipal peut imposer le long des voies publiques et des limites de propriétés voisines des plantations de rideaux d'arbres, de haies et l'entretien de pelouses (...) le conseil municipal fixe dans chaque cas les essences à employer.*

Et enfin...

Commune du Puits, règlement de 1980

Art. (...) *L'arborisation des parcelles dès l'achèvement du bâtiment est obligatoire (...). Le conseil municipal fixe le nombre des plantations, leur emplacement et leurs essences. En principe, le 25% de la surface libre de constructions sera semée de gazon et plantée d'arbres.*

Nous pouvons immédiatement constater deux choses:

- Premièrement, l'évolution nuancée du langage, le passage historique de «peut demander» à «peut imposer» et ensuite de «peut imposer» à «est obligatoire». Cela dénote bien le pouvoir de plus en plus intransigeant de la commune. L'avis de l'architecte perd ici toute valeur légale.
- Deuxièmement, si à Glarier, en 1910, l'on parle d'arbres de façon générique, c'est-à-dire libre au paysagiste de composer un projet, en 1970 par contre la notion se précise en devenant «rideaux d'arbres».

C'est le terme «rideau» qui nous gêne ici, car qui dit «rideau», sous-entend «cacher», ce qui pourrait signifier qu'une industrie est forcément et objectivement laide, mais un mal nécessaire...

Le deuxième exemple traite du problème de l'adaptation au site:

Commune de Glarier

Art. (...) *Sur ce plan, le nouveau bâtiment doit être dessiné de telle sorte qu'il soit facile d'en déterminer les rapports avec le domaine public et les propriétés adjacentes.*

Commune de Glarier, règlement de 1970

Art. (...) *Sur les plans de demande à bâtrir, les constructions voisines de celle projetée ou pour laquelle une modification est prévue, seront projetées en élévation de façon à rendre intelligible l'intégration du nouveau bâtiment dans le site.*

Dans ce cas, les nuances sont beaucoup plus subtiles, selon le dictionnaire:

**Rapport:** lieu, relation que l'esprit constate entre plusieurs objets distincts.

*Syn.: filiation, accord, affinité, parenté.*

**Intégration:** incorporation (de nouveaux éléments) à un système.

*Syn.: assimilation, fusion, unification.*

Il devient clair, alors, que le but sous-jacent voulu, ici, par le règlement n'est plus un discours entre nouveau et existant, mais une notion beaucoup plus proche du mimétisme.

On veut bien du neuf mais surtout que cela se voie le moins possible.

Tatsächlich zieht diese Einschränkung des Handlungsspielraums des Architekten Folgen nach sich, die noch bedeutender sein können.

Sie bestehen darin, dass dem Bürger die Möglichkeit gegeben wird, nicht über die Architektur nachzudenken, sondern zu «verstehen», was richtig und was falsch ist. Daraus ergibt sich eine zunehmende Beeinflussung durch das Modell der Nachahmung, das jeweils an die Reglemente angepasst werden kann.

#### Vokabular

Ein anderes mögliches Vorgehen bestand darin, das spezifische Vokabular der Reglemente zu untersuchen. Die Wahl der Ausdrücke für die folgenden Tabellen und Beispiele mag wiederum als subjektiv erscheinen, aber sie illustrieren unserer Ansicht nach sehr gut die inhaltliche Entwicklung der Reglemente.

Wir können hier unser Vorgehen mit zwei Beispielen untermauern. Das erste betrifft das Pflanzen von Bäumen in Industriezonen:

Gemeinde Glarier, Reglement von 1960

Art. (...) *Der Gemeinderat kann vom Eigentümer verlangen, entlang von Strassen auf einer Breite von mindestens 1 m Bäume, Sträucher oder Hecken zu pflanzen.*

Gemeinde Glarier, Reglement von 1979 (Art. ...)

Gemeinde Le Puits, Reglement von 1975 (Art. ...)

*Der Gemeinderat kann vorschreiben* auf Grundstücken mit Industriebauten entlang von öffentlichen Verkehrswegen und Grenzen zu benachbarten Grundstücken Bäume oder Hecken als Schutzgürtel zu pflanzen und Grünanlagen zu unterhalten (...). Der Gemeinderat legt die Bepflanzungsart von Fall zu Fall fest.

Und schliesslich:

Gemeinde Le Puits, Reglement von 1980

Art. (...) *Nach Fertigstellung des Gebäudes ist die Bepflanzung der Grundstücke mit Bäumen obligatorisch (...). Der Gemeinderat legt Menge, Ort und Art der Bepflanzung fest. Grundsätzlich werden auf 25% der freien Grundstücksfläche Rasen gesät und Bäume gepflanzt.*

Wir können sofort zwei Dinge feststellen:

- Erstens, die nuancenreiche Entwicklung der Sprache, den historischen Übergang von «kann verlangen» zu «kann vorschreiben», danach von «kann vorschreiben» zu «ist obligatorisch». Das zeigt den immer grösser werdenden Machtanspruch der Gemeinde auf. Die Meinung des Architekten verliert hier jeden legalen Wert.
- Zweitens, während in Glarier 1910 von Bäumen nur sehr allgemein die Rede ist, das heisst, es dem Landschaftsgärtner freigestellt ist, ein Projekt zu erarbeiten, wird 1970 mit Präzisierungen wie «Bäume als Schutzgürtel» operiert.

Es ist vor allem der Begriff «Schutzgürtel», der uns dabei stört, denn wer «Schutzgürtel» sagt, meint «verstecken», was bedeuten könnte, dass eine Industrie unweigerlich und objektiv als ein hässliches, aber notwendiges Übel angesehen wird...

Im zweiten Beispiel geht es um das Problem der Anpassung an die Umgebung:

Gemeinde Glarier

Art. (...) *Auf diesem Plan muss der Neubau so dargestellt werden, dass die Bezüge zum öffentlichen Bereich und den angrenzenden Grundstücken ohne weiteres festgestellt werden können.*

Gemeinde Glarier, Reglement von 1970

Art. (...) *Auf den Plänen für die Baueingabe müssen die Bauten, die an das projektierte oder zu verändernde Gebäude angrenzen, im Aufriss dargestellt werden, so dass die Integration des Neubaus in die Umgebung ersichtlich ist.*

Gemäss Wörterbuch sind in diesem Fall die Nuancen viel feiner:

**Bezug:** Ort, Beziehung, die der Geist zwischen mehreren sich unterscheidenden Objekten feststellt.

**Synonyme:** Verbindung, Übereinstimmung, Affinität, Verwandtschaft.

**Integration:** Einverleibung (neuer Elemente) in ein System.

**Synonyme:** Assimilation, Fusion, Vereinigung.

Es wird nun klar, dass hier das mit dem Reglement insgeheim angestrebte Ziel nicht mehr die Auseinandersetzung mit dem Neuen und Bestehenden ist, sondern dem Begriff der Nachahmung viel näher kommt.

Zwar wünscht man sehr wohl Neues, aber es soll vor allem so wenig wie möglich zum Vorschein kommen.

Le tableau qui suit montre la fréquence d'utilisation au long de l'histoire des règlements, de quatre termes choisis en fonction de la subjectivité de leur définition.

#### Evolution des articles

Communes	Les Sablons	Etraz	Glarier				Le Puits			
Règlements	1960	1980	1970	1985	1910	1935	1960	1970	futur	1960 1970 1975 1980
Esthétique	-	2	2	3	-	-	3	8	2	4 4 4 5
Harmonie	-	3	1	1	-	2	4	4	2	1 1 1 3
Intégration	-	2	1	4	-	-	-	3	1	1 1 1 6
Architecture	-	2	1	6	-	3	4	1	12	2 2 2 6

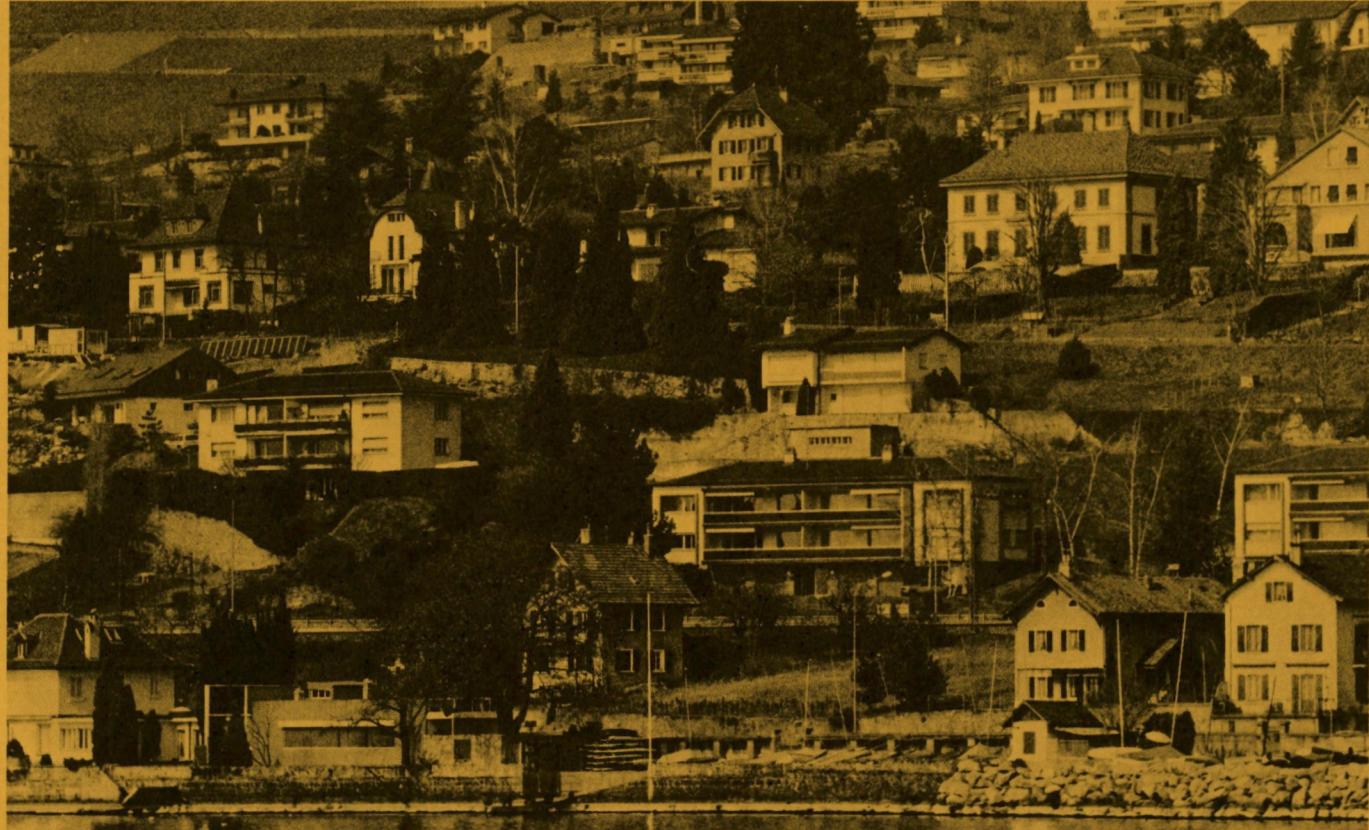
(Suite dans le prochain numéro)

Folgende Tabelle zeigt auf, wie häufig vier bestimmte Begriffe im Lauf der Geschichte der Reglemente verwendet werden. Wir haben sie in Abhängigkeit von ihrer Subjektivität gewählt.

#### Entwicklung der Artikel

Gemeinden	Les Sablons	Etraz	Glarier				Le Puits			
Reglemente	1960	1980	1970	1985	1910	1935	1960	1970	Zuk.	1960 1970 1975 1980
Ästhetik	-	2	2	3	-	-	3	8	2	4 4 4 5
Harmonie	-	3	1	1	-	2	4	4	2	1 1 1 3
Integration	-	2	1	4	-	-	-	-	3	1 1 1 6
Architektur	-	2	1	6	-	3	4	1	12	2 2 2 6

(Fortsetzung in der nächsten Nummer)



La discréption n'est pas obligatoirement réglementaire : objectivement l'esthétique de l'aluminium naturel sur des formes simples de 1923, semble moins ostentatoire que l'actuel «bon ton». Tout au bord du lac, la «petite maison» de Le Corbusier (Vevey, Suisse) entourée de productions souvent ultérieures, d'une esthétique «très actuelle».

Diskretion ist nicht obligatorisch Vorschrift. Objektiv gesehen, scheint die Ästhetik des natürlichen Aluminiums auf den einfachen Formen von 1923 weniger protzig als der gegenwärtige «gute Ton». Ganz am Seeufer, das «kleine Haus» von Le Corbusier (Vevey, Schweiz), umgeben von oft späteren Werken, von «sehr aktueller» Ästhetik.



Une œuvre parfaitement intégrée et discrète, dans l'esprit de «l'architecture nouvelle» qui n'aurait aucune chance d'obtenir une demande à bâtrir dans certaines contrées aujourd'hui...



Ein Werk, vollkommen integriert und diskret, im Sinne der «neuen Architektur», für welches heute in gewissen Gegenden kaum noch eine Baubewilligung erteilt würde.